

Perspectives régionales : Proche-Orient et Afrique du Nord

Les synthèses régionales incluses dans les *Perspectives* présentent les grandes tendances pour les régions définies par la FAO pour mettre en œuvre son programme de travail mondial. Compte tenu de la diversité de ces régions, l'objectif des synthèses n'est pas de comparer leurs résultats, mais de mettre en évidence certaines des évolutions les plus récentes en insistant sur les réponses apportées aux défis mondiaux et sur les nouvelles tendances, et en soulignant comment ces éléments sont liés aux principaux messages des *Perspectives*. Les comparaisons proposées dans le cadre des évaluations sont généralement établies en considérant le terme de la période de projection des *Perspectives* (2033) et la période de référence 2021-23.

Au cours des dernières années, les systèmes agroalimentaires mondiaux ont subi de nombreuses secousses, notamment la pandémie de COVID-19, les conséquences de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, les fluctuations de l'approvisionnement liées aux conditions météorologiques dans certaines régions, la hausse brutale des prix de l'énergie, une crise du coût de la vie et la forte inflation. Dans plusieurs régions, la flambée des prix des produits alimentaires a eu des conséquences sur le coût et l'accessibilité financière d'une alimentation saine, ainsi que sur la sécurité alimentaire. L'ampleur de ces conséquences varie d'une région à l'autre en fonction des ressources disponibles, de la structure économique et du niveau de développement et de revenu propres à chacune. Les synthèses présentées ici ne contiennent pas d'évaluation quantitative des impacts de ces secousses, mais reflètent les projections macroéconomiques les plus récentes, à l'heure où le monde semble retrouver la voie de la normalité. Les tendances et les problématiques exposées dans ce chapitre sont celles sur lesquelles reposent les *Perspectives* à moyen terme, en faisant l'hypothèse, en dépit des incertitudes qui subsistent, que les effets négatifs sur la production, la consommation et les échanges des carburants et des produits destinés à l'alimentation humaine et animale s'estomperont peu à peu.

Le chapitre est divisé en sept sections dans lesquelles le texte, les tableaux et les graphiques sont organisés de manière similaire pour chaque région. Une section Contexte présente les principales caractéristiques de la région et décrit le cadre dans lequel s'inscrivent les projections de la production, de la consommation et des échanges détaillées dans les sections suivantes. Chaque synthèse régionale comporte une annexe qui fournit, sur la base de modèles communs, des graphiques et des tableaux décrivant les principaux aspects des projections pour la région concernée.

Contexte

Un manque de ressources entraînant une dépendance croissante aux importations

La région Proche-Orient et Afrique du Nord¹ comprend un ensemble de pays aux profils socioéconomiques et aux niveaux de revenu hétérogènes. Un grand nombre d'entre eux connaissent des difficultés similaires en ce qui concerne l'environnement de la production agricole et la fragilité du stock de ressources naturelles. Moins de 5 % de la superficie totale des terres est considérée comme arable et la plupart des pays sont confrontés à des pénuries d'eau, conséquence de ressources hydriques limitées. Dans plusieurs pays, la situation à cet égard est dramatique. En 2020, 19 États arabes sur 22 se trouvaient en dessous du seuil de rareté des ressources en eau renouvelables et 13 d'entre eux étaient même en dessous du seuil absolu de rareté des ressources en eau (UN WWDR, 2022^[7]). Le caractère aride de la région et son stock limité de ressources naturelles en font l'une des régions du monde les plus exposées aux effets négatifs du changement climatique, et la résilience climatique fait l'objet de politiques et d'investissements spécifiques.

Les performances économiques de la région ont été fortement affectées par les différents bouleversements mondiaux survenus depuis 2020. La région, qui comprend à la fois des PMA, des pays à revenu intermédiaire et des pays à revenu élevé, compte également dans le Golfe de nombreux pays exportateurs de pétrole. Les économies de cette catégorie de pays sont fortement liées aux marchés de l'énergie. La guerre de la Russie contre l'Ukraine et les perturbations qu'elle a entraînées sur les marchés de l'énergie ont exposé ces économies à une volatilité accrue, tandis que de nombreux autres pays ont été touchés par des conflits au sein même de la région. Après la récession de 2020 provoquée par la pandémie de COVID-19, la région a connu une reprise modeste. La hausse des prix de l'énergie en 2022 a redynamisé la relance, mais la persistance des conflits, la diminution de la production de pétrole et le resserrement des politiques monétaires ont rapidement conduit à un nouveau ralentissement en 2023. Les perspectives à moyen terme demeurent extrêmement incertaines. Alors que la poursuite de la baisse de l'inflation pourrait contribuer à l'amélioration de l'environnement international, la persistance ou l'escalade de la guerre à Gaza et les perturbations actuelles du trafic en mer Rouge constituent des risques majeurs de détérioration. La croissance moyenne du revenu par habitant ne devrait pas dépasser 1.3 % par an au cours de la prochaine décennie, ce qui suscite des inquiétudes dans une région déjà largement frappée par l'insécurité alimentaire et où l'adoption d'un régime alimentaire sain n'est pas abordable pour plus de 40 % de la population (FAO, 2023^[4]).

La demande alimentaire est également étroitement liée au taux de croissance démographique, qui devrait être de 1.6 % par an en moyenne jusqu'en 2033, soit le taux le plus élevé après l'Afrique subsaharienne. Cette croissance démographique portera la population de la région à plus de 530 millions d'habitants en 2033, dont les deux tiers devraient vivre en milieu urbain. Si les ressources financières de la population le permettent, il est probable que ce phénomène d'urbanisation stimule la consommation de produits de plus grande valeur, notamment de viande et de produits laitiers, mais aussi de produits prêts à l'emploi qui sont souvent très riches en huile végétale et en sucre. Il est à noter que la croissance démographique et le taux d'urbanisation d'ici à 2033 pourraient également se traduire par la hausse du nombre absolu de personnes vivant en milieu rural.

Compte tenu du manque de ressources qui limite sa production agricole, la région fait partie, à l'échelle mondiale, des plus grands importateurs nets de produits alimentaires. Cette forte dépendance aux importations concerne la plupart des produits et expose la région aux éventuels dysfonctionnements des marchés mondiaux et des systèmes logistiques. Ces dysfonctionnements se sont multipliés ces dernières années à cause de la pandémie de COVID-19, de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, de la crise du secteur de l'énergie que cette guerre a entraînée, et des conflits qui touchent les principaux axes maritimes de la mer Rouge et de la mer Noire. Alors que de nombreuses compagnies maritimes choisissent de ne pas emprunter le canal de Suez, l'augmentation de la durée et du coût du transport qui en résulte risque

d'entretenir la pression inflationniste et la crise du coût de la vie. Les produits alimentaires ont connu dans la région une inflation de près de 12 % entre 2021 et 2023, soit plus du double de l'inflation observée sur les cinq années précédentes (5.2 %). Dans un environnement caractérisé par une faible croissance des revenus, la persistance d'une forte inflation pèsera sur l'accessibilité financière des produits alimentaires de base dans les zones à faible revenu, et freinera l'adoption d'un régime alimentaire sain dans l'ensemble de la région. Avec des dépenses alimentaires qui, en moyenne, représentent environ 14 % du budget total des ménages et 31 % dans les PMA, la variation brutale des revenus et des prix peut avoir des répercussions importantes sur le bien-être.

La région étant particulièrement exposée aux aléas des échanges, des politiques ont été adoptées en vue de stimuler la production intérieure et de réduire la dépendance aux importations. Toutefois, bien qu'elles aient permis d'atténuer les risques, ces politiques ont également eu des effets indésirables, puisqu'elles ont limité la croissance en favorisant l'utilisation des rares ressources en eau pour la production de céréales plutôt que pour des cultures de plus haute valeur. Par conséquent, les ressources de la région qui étaient déjà limitées le sont davantage, et la hausse de la production de céréales s'est accompagnée d'une diminution de la disponibilité de produits frais de plus haute valeur. En utilisant les mêmes ressources, ces produits auraient pourtant pu favoriser la diversification du régime alimentaire et l'augmentation des revenus. Quoi qu'il en soit, face à l'ampleur des perturbations qui ont fragilisé le commerce et les systèmes logistiques mondiaux au cours des dernières années, les politiques d'atténuation des risques ont fait l'objet d'un intérêt accru. Alors que le changement climatique reste un enjeu majeur, les conflits géopolitiques dans la région ont entraîné une nouvelle baisse des investissements ainsi que des déplacements de population, ce qui compromet la croissance de la production.

L'un des plus grands défis de la région est d'assurer l'accessibilité financière des produits alimentaires pour une population de plus en plus nombreuse. Cette question est devenue d'autant plus cruciale que plusieurs pays de la région sont confrontés à une faible croissance des revenus et à une escalade des conflits. Compte tenu de son manque de ressources productives, la dépendance de la région aux importations semble inévitable et vouée à s'accroître sous l'effet du changement climatique. Malgré une forte exposition aux dysfonctionnements d'un système d'échanges de plus en plus fragile, ces importations contribuent de manière importante à la diversification du régime alimentaire, et un soutien efficace au développement des échanges pourra permettre de se rapprocher de l'objectif d'éradication de la famine, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition à l'horizon 2030. La résilience de l'environnement commercial peut être renforcée à travers l'adoption de politiques et de pratiques d'approvisionnement souples et efficaces, favorisant notamment la diversification des sources d'importation que la guerre de la Russie contre l'Ukraine a déjà encouragée.

Production

Une croissance portée par la productivité dans un environnement pauvre en ressources

Les filières agricole, forestière, halieutique et aquacole représentent moins de 5 % de l'activité économique de la région. Malgré une augmentation de la production agricole de 1.5 % par an, sa part dans l'économie régionale devrait encore diminuer jusqu'en 2033. L'Afrique du Nord occupe une place centrale dans la performance de ce secteur, 28 % de la valeur agricole totale étant produite par l'Égypte et 45 % par le reste de l'Afrique du Nord. La production végétale représente 32 % de cette valeur totale, contre 48 % pour la production animale et 21 % pour la production halieutique et aquacole. La production animale devrait connaître un taux de croissance supérieur à ceux des productions végétale, halieutique et aquacole, et sa part de la production agricole totale devrait être de 50 % en 2033.

La production de produits laitiers est plus importante dans la région que la production de viande, et elle devrait croître de 1.7 % par an au cours de la période couverte par les *Perspectives*, contre 2.5 % par an

pour la production de viande. Sur les 2 Mt de viande supplémentaires produites entre la période de référence et 2033, plus de 1.2 Mt devraient être de la viande de volaille. Cette viande est généralement produite dans des environnements contrôlés et selon des méthodes intensives. Par nature plus extensives, la production de viande bovine pourrait connaître une augmentation de 22 % d'ici à 2033 et celle de viande ovine une hausse de 21 %. Par rapport à la décennie précédente, cette évolution constituerait une accélération de la croissance pour la viande ovine et un renversement de la tendance pour la viande bovine, après une longue période de diminution. Pour l'ensemble des filières laitière, bovine et ovine, la croissance de la production est plus rapide que celle des cheptels, ce qui met en évidence les effets des gains de productivité sur la croissance.

La production halieutique et aquacole reste un sous-secteur important, composé à 70 % de produits de la pêche de capture dans les zones côtières. Mais les ressources sont menacées et la croissance du secteur est désormais plus lente, à 0.3 % par an au cours de la période couverte par les *Perspectives*, contre 4 % par an par le passé. L'aquaculture prend une place de plus en plus importante dans la région et, avec des prévisions de croissance de 2.6 % par an, ce sous-secteur pourrait représenter 35 % de la production halieutique et aquacole totale en 2033. L'Égypte, principal moteur de cette croissance, devrait représenter 87 % de l'aquaculture et 37 % de la production halieutique et aquacole totale de la région d'ici à 2033.

La superficie totale des terres agricoles devrait rester relativement stable, atteignant 455 Mha en 2033, soit une augmentation de seulement 0.4 %. L'utilisation des terres devrait quelque peu évoluer, avec un léger recul de la superficie des pâturages et une augmentation de 4 % des surfaces cultivées, principalement au Moyen-Orient. Toutefois, la plupart des sols de la région sont peu propices à la production végétale à grande échelle et les terres cultivées devraient représenter moins de 10 % de la superficie agricole totale en 2033. Malgré ces contraintes, les deux tiers de la superficie cultivée de la région sont consacrés à la culture de céréales, principalement les céréales secondaires et le blé. D'ici à 2033, plus des trois quarts de la superficie cultivée supplémentaire devraient être affectés à la production de ces mêmes céréales, dont la part relative dans la superficie cultivée totale devrait donc augmenter de manière marginale.

Dans une région qui manque cruellement de terres arables et de ressources en eau, les gains de productivité sont un enjeu essentiel. Au cours des dix dernières années, ces gains ont été déterminants puisqu'ils ont permis une augmentation régulière de 2.4 % par an de la valeur produite par hectare de terre consacré à la production végétale. Cette tendance devrait se poursuivre, quoique plus lentement, d'ici à 2033, avec une croissance de 1.5 % par an. Ces progrès relèvent à la fois d'une intensification de la production, d'une hausse des rendements et d'une amélioration du panachage des cultures. La superficie récoltée devrait s'accroître de 1.8 Mha, ce qui, au regard de l'augmentation de 1.7 Mha de la superficie exploitée, permet de penser que la hausse des rendements aura un impact plus important au cours de la prochaine décennie. Les rendements des filières du blé et des céréales secondaires restent nettement en dessous des normes mondiales, mais avec des hausses respectives de 1 % et de 1.8 % par an, l'écart devrait se réduire d'ici à 2033. Cette croissance tirera parti d'un recours accru aux engrais de synthèse, dont l'utilisation devrait augmenter de 9 % au cours des dix prochaines années, mais aussi des progrès technologiques et de l'évolution des pratiques agricoles. La rareté des ressources régionales a favorisé l'adoption généralisée d'outils technologiques pour optimiser les objectifs de production et renforcer la résilience.

Entre la période de référence (2021-23) et 2033, les émissions directes de GES issues de l'agriculture devraient augmenter de presque 8 % dans la région, une hausse majoritairement due au secteur de l'élevage, plus important que celui de la production végétale. Les émissions issues de la production végétale devraient augmenter de 0.1 % par an, tandis qu'elles devraient être de 0.7 % par an pour le secteur de l'élevage, taux comparable à celui de l'accroissement des cheptels, mais nettement inférieur à celui de la croissance de l'élevage des ruminants. Ces chiffres témoignent clairement de l'importance cruciale des gains de productivité dans la maîtrise des émissions. Ces gains devraient également

permettre de soutenir la baisse des émissions de GES par unité de valeur de production qui a été observée au cours des dernières années. Les *Perspectives* de cette année présentent un scénario qui simule l'impact d'une réduction de moitié des pertes alimentaires le long des chaînes d'approvisionnement et du gaspillage alimentaire au niveau de la vente au détail et des consommateurs d'ici 2030 (ODD 12.3.). Le scénario projette pour la région une réduction des émissions régionales d'origine agricole de 4.2 % par rapport au niveau de référence, et, parallèlement, un accroissement de l'apport calorique. Cela signifie que, d'ici à 2030, les émissions de GES d'origine agricole pourraient n'augmenter que de 1.3 % par rapport à leur niveau moyen de la période de référence 2021-23.

Consommation

La sécurité alimentaire menacée alors que les obstacles à l'accessibilité financière perdurent

Malgré les subventions reçues qui ont permis de réaliser des progrès dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation, les difficultés économiques des dix dernières années ont conduit à une détérioration de la situation. Les difficultés se sont aggravées et cette détérioration s'est accélérée à partir de 2020, sous l'effet des crises telles que la pandémie de COVID-19, la guerre de la Russie contre l'Ukraine et la hausse du coût de la vie. Conséquence d'une inflation persistante des produits alimentaires et des conflits dans plusieurs pays, la prévalence de la sous-alimentation a encore augmenté en 2022 malgré l'accélération de la croissance des revenus. En 2023, dans un contexte marqué par une pression croissante sur les revenus et sur l'accessibilité financière, plusieurs pays de la région ont adopté des mesures telles que l'octroi de nouvelles subventions, des baisses de TVA et l'instauration de contrôles sur les exportations de certains produits², mais sans parvenir à enrayer la baisse de la disponibilité en calories. Compte tenu des conflits en cours dans plusieurs pays et des prévisions de faible croissance économique à court terme, la mise en place d'un soutien massif sera cruciale pour stabiliser la situation et finalement renforcer la résilience, de manière à améliorer à la fois l'apport calorique et la diversité alimentaire.

La disponibilité en calories par habitant ne devrait s'accroître que faiblement et atteindre 2 900 kcal par personne et par jour d'ici à 2033, soit 2 % de moins que la moyenne mondiale. En tenant compte des estimations relatives au gaspillage alimentaire domestique, l'apport calorique total pourrait se situer aux alentours de 2 140 kcal par personne et par jour. La disponibilité en calories a baissé au cours des dix dernières années et, compte tenu de la faible progression attendue, le niveau de 2033 ne devrait pas dépasser celui de 2010. De nombreux facteurs expliquent cette tendance. La situation conflictuelle qui prévaut dans de nombreux pays de la région a fortement compromis les initiatives visant à renforcer la sécurité alimentaire. Au cours des dernières années, la flambée des prix alimentaires et la faible croissance économique ont été préjudiciables à l'accessibilité financière et, malgré une baisse prévue du prix des produits agricoles au cours de la période couverte par les *Perspectives*, la croissance limitée des revenus devrait empêcher toute amélioration significative de la situation pour les consommateurs à faible revenu. Dans les PMA de la région, l'apport calorique reste de 12 % inférieur à la moyenne mondiale et la part élevée des revenus totaux consacrée à l'alimentation ne fait qu'amplifier l'impact des contraintes d'accessibilité financière. Néanmoins, bien que l'insécurité alimentaire constitue un vrai défi, on observe également parmi les consommateurs les plus aisés de cette région diverse un intérêt accru pour une alimentation saine, ce qui contribue à la hausse réduite de l'apport calorique moyen.

Aggravée par les nombreux bouleversements récents, la prévalence de la sous-alimentation dans la région a augmenté pour atteindre son plus haut niveau depuis plus de 20 ans. Les difficultés observées ne concernent pas seulement la disponibilité en calories, mais également la composition du régime alimentaire, domaine dans lequel les progrès devraient rester limités. D'ici à 2033, 50 % de l'apport calorique devrait encore être assuré par la consommation de céréales, une proportion nettement supérieure à la moyenne mondiale de 42 %. La part du sucre dans l'apport calorique régional atteindra quant à elle 10 %, pour une moyenne mondiale de 7 %. Malgré d'importantes différences d'un pays à l'autre, ce régime alimentaire riche en calories et pauvre en nutriments est souvent associé à une

prévalence accrue du surpoids, de l'obésité et de diverses maladies chroniques telles que le diabète. La prévalence croissante de la sous-alimentation et les taux élevés de retard de croissance et d'émaciation chez les jeunes enfants des pays à faible revenu touchés par des conflits laissent également penser que le « triple fardeau » de la malnutrition (sous-nutrition, surpoids et carence en micronutriments) représentera un enjeu critique des politiques régionales à moyen terme. La qualité des aliments est essentielle pour apporter des solutions à ces problèmes, mais les contraintes d'accessibilité financière restent un obstacle majeur à l'adoption d'une alimentation plus saine et de meilleure qualité.

La réduction du gaspillage et des pertes alimentaires sera déterminante pour atténuer les problèmes de disponibilité et d'accessibilité financière. La région Afrique du Nord et Proche-Orient affiche un niveau de gaspillage et de pertes alimentaires plus important que dans aucune autre région présentée dans ce chapitre, dépassant de 58 % la moyenne mondiale. Les céréales représentent près de 60 % des calories perdues ou gaspillées à l'échelle régionale, tandis que les autres cultures périssables telles que les fruits et les légumes y contribuent pour 16 % (Graphique 3). D'après le scénario des *Perspectives* sur l'hypothèse d'une réduction de moitié du gaspillage et des pertes alimentaires d'ici à 2030, conformément aux cibles des ODD, l'apport calorique dans la région pourrait croître de 9.5 % par rapport au niveau de référence et le nombre de personnes sous-alimentées pourrait diminuer de 19%, augmentation qui s'accompagnerait d'une baisse des émissions de GES. Cela signifie que, d'ici à 2030, l'apport calorique pourrait augmenter de 10.5 % par rapport au niveau moyen de la période de référence et le nombre de personnes sous-alimentées de la région pourrait diminuer de 10.3% par rapport à la moyenne de référence 2021-23, tandis qu'il y aurait près de 4 millions de personnes sous-alimentées en moins dans la région.

Le niveau moyen de disponibilité en protéines dans la région devrait être de 84 g par personne et par jour en 2033, soit seulement 0.1 g de plus que pendant la période de référence. Bien que les produits végétaux représentent toujours l'essentiel de la consommation régionale de protéines, la part des protéines animales devrait augmenter de 2.9 % et porter la croissance de l'apport protéique d'ici à 2033, tandis que la consommation de protéines d'origine végétale enregistrera un léger recul. Malgré cette évolution, les produits végétaux continueront de représenter plus des deux tiers de l'apport protéique total en 2033. La consommation par habitant de viande de volaille, de viande bovine, de la plupart des produits laitiers et de produits halieutiques et aquacoles devrait s'accroître, mais à partir d'un niveau bas et à un rythme qui ne devrait pas excéder 1 % par an.

La croissance prévue de la production animale, et plus particulièrement de la production de la filière avicole, devrait entraîner une augmentation de 20 % de la consommation d'aliments pour animaux d'ici à 2033. Cette croissance demeure plus lente que celle de la production de viande (23 %), ce qui souligne l'impact des gains d'efficacité et de l'amélioration des taux de conversion alimentaire. Le maïs et les autres céréales secondaires représentent plus de la moitié des aliments pour animaux, contre 16 % pour le tourteau protéique. Dans une région aux capacités de production très limitées, la priorité est généralement accordée à la production de cultures vivrières. Par conséquent, l'industrie des aliments pour animaux conservera une forte dépendance aux matières premières importées. Ainsi, d'ici à 2033, les importations de maïs devraient augmenter de 31 % pour atteindre 30 Mt et celles de tourteau protéique de 12 % pour atteindre 7 Mt.

Échanges

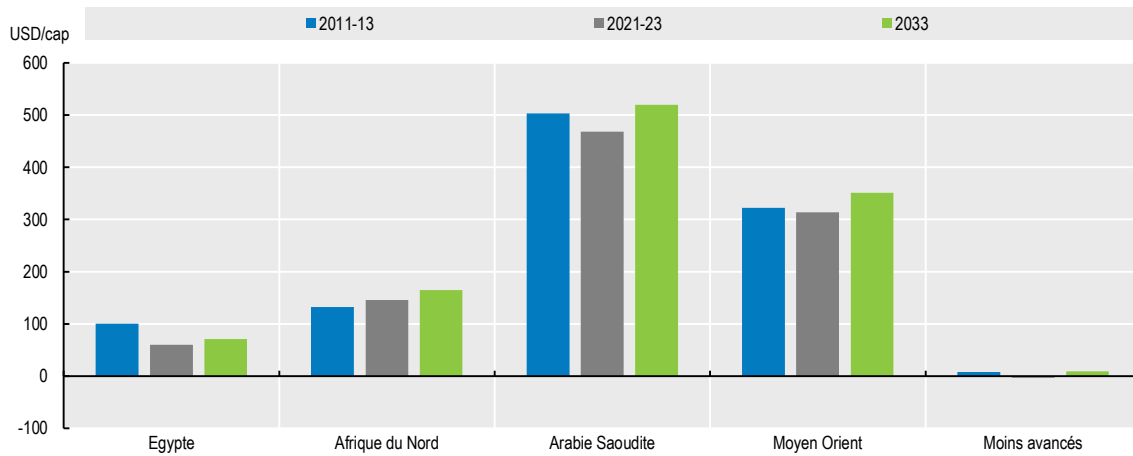
Le coût des importations toujours plus élevé

Au cours de la décennie à venir, la forte croissance démographique de la région et ses capacités de production limitées devraient conduire à une dépendance accrue des marchés mondiaux. En 2033, parmi toutes les régions présentées dans ce chapitre, la région Afrique du Nord et Proche-Orient devrait se situer au deuxième rang, derrière l'Asie développée et de l'Est, pour ses importations nettes de produits alimentaires, mais au premier rang si ces importations sont rapportées au nombre d'habitants. C'est en Arabie saoudite et dans les autres pays du Moyen-Orient (dont les États du Golfe) que les importations de produits alimentaires par habitant seront les plus élevées (Graphique 1).

Au cours des dernières années, la gestion des importations a été fortement perturbée, notamment en raison des contraintes économiques et logistiques liées à la pandémie de COVID-19, de la guerre de la Russie contre l'Ukraine et de ses conséquences sur le transport en mer Noire, ou encore, plus récemment, de la guerre à Gaza et de ses conséquences sur le trafic en mer Rouge et l'accès au canal de Suez. Ces perturbations du transport maritime dans la région du Golfe ont un impact particulièrement fort sur la région compte tenu de la proximité géographique des principaux pays importateurs. Ces crises ont donné lieu à une forte volatilité du coût et du volume des produits importés dans la région, et ont conduit à l'adoption de stratégies d'approvisionnement qui privilégient les importations en provenance de Russie, d'Europe et d'Amérique du Nord, au détriment de l'Ukraine. Les retards de livraison et l'augmentation des coûts résultant des perturbations du transport sur les grands axes maritimes qui empruntent le canal de Suez et le canal de Panama pourraient donc, à court terme, placer la région face à de nouvelles difficultés. Certaines mesures ont déjà été prises pour atténuer les contraintes et favoriser des solutions de substitution en mer Rouge et dans la région méditerranéenne, de manière à garantir la disponibilité des produits. Le coût total des importations de la région a atteint son niveau le plus bas en 2020, au plus fort de la pandémie de COVID-19, mais avait augmenté de près de 10 % dès 2023, dépassant largement les niveaux pré-pandémiques. Malgré une baisse du prix des produits agricoles, le coût des importations devrait continuer à augmenter à moyen terme et pourrait croître de 28 % entre la période de référence 2021-23 et 2033.

Le poids de la région sur les flux mondiaux de certains produits et la part élevée des produits importés dans sa consommation intérieure illustre la forte exposition de la région aux risques liés aux perturbations pouvant affecter les échanges. Cette spécificité devrait s'accroître au cours de la période couverte par les *Perspectives*. Les importations devraient augmenter pour presque tous les produits, mais cette croissance sera principalement portée par les fruits, les légumes, les produits laitiers, le blé, le riz, la volaille et le sucre. Le poids de la région dans le commerce mondial augmente également pour la plupart des produits et sera, en 2033, particulièrement important pour la viande ovine (29 %), le blé (26 %), la viande de volaille (22 %), le sucre (22 %), les produits laitiers (21 %) et le maïs (14 %). Par conséquent, toute évolution significative des marchés mondiaux ou nationaux pourrait avoir d'importantes répercussions sur la sécurité alimentaire de la région Afrique du Nord et Proche-Orient.

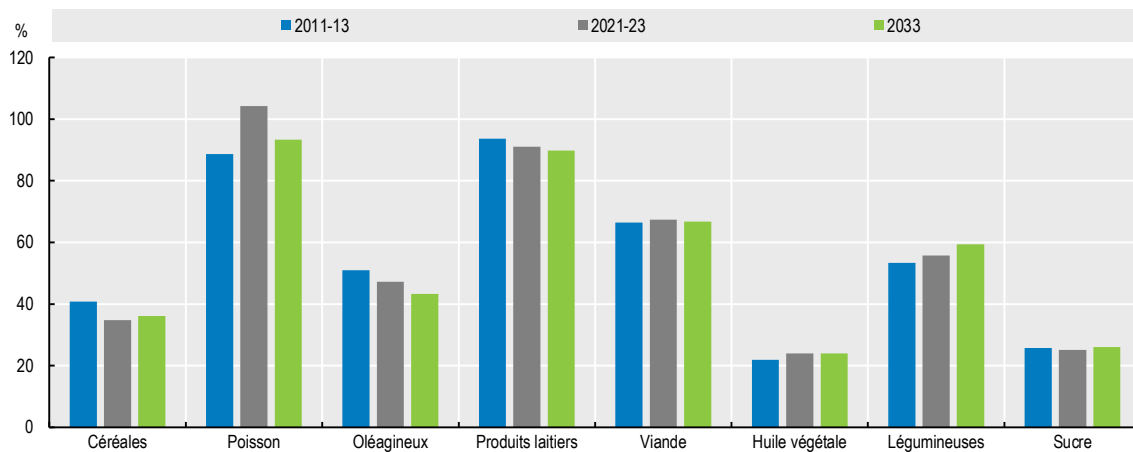
Graphique 1. Valeur des importations nettes de produits alimentaires par personne de la région Proche-Orient et Afrique du Nord (produits transformés inclus)



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine « Indices commerciaux » de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux produits non étudiés dans les Perspectives ont été obtenues par extrapolation. Les produits transformés, habituellement absents des variables étudiées dans les Perspectives, sont également pris en compte dans les valeurs du total des échanges. Les valeurs des échanges sont exprimées en USD constants de 2014-16 et les valeurs des échanges pour la pêche (non disponibles dans l'indice du commerce FAOSTAT) ont été ajoutées sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2024). FAOSTAT, Valeur de la production agricole (base de données), <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

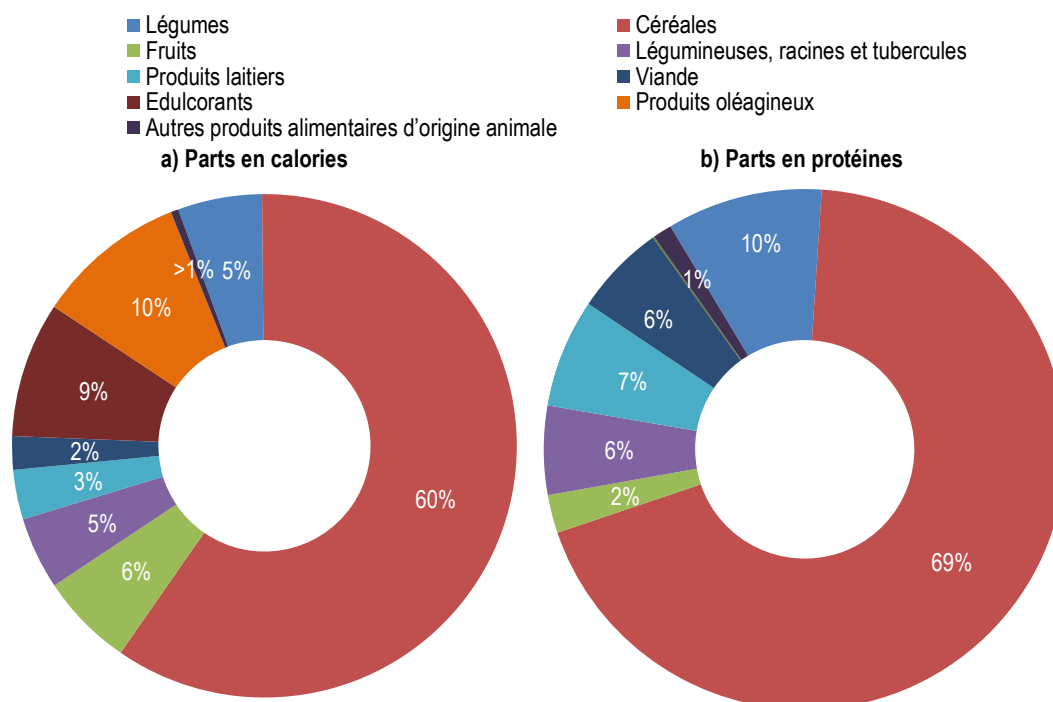
Graphique 2. Ratio d'autosuffisance de certains produits de la région Proche-Orient et Afrique du Nord



Note : on obtient le ratio d'autosuffisance en rapportant la production à la somme de la production et des importations diminuée des exportations, le tout multiplié par 100.

Source : OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

Graphique 3. Répartition du gaspillage et des pertes alimentaires au Proche-Orient et en Afrique du Nord, exprimés en calories et protéines, 2021-2023

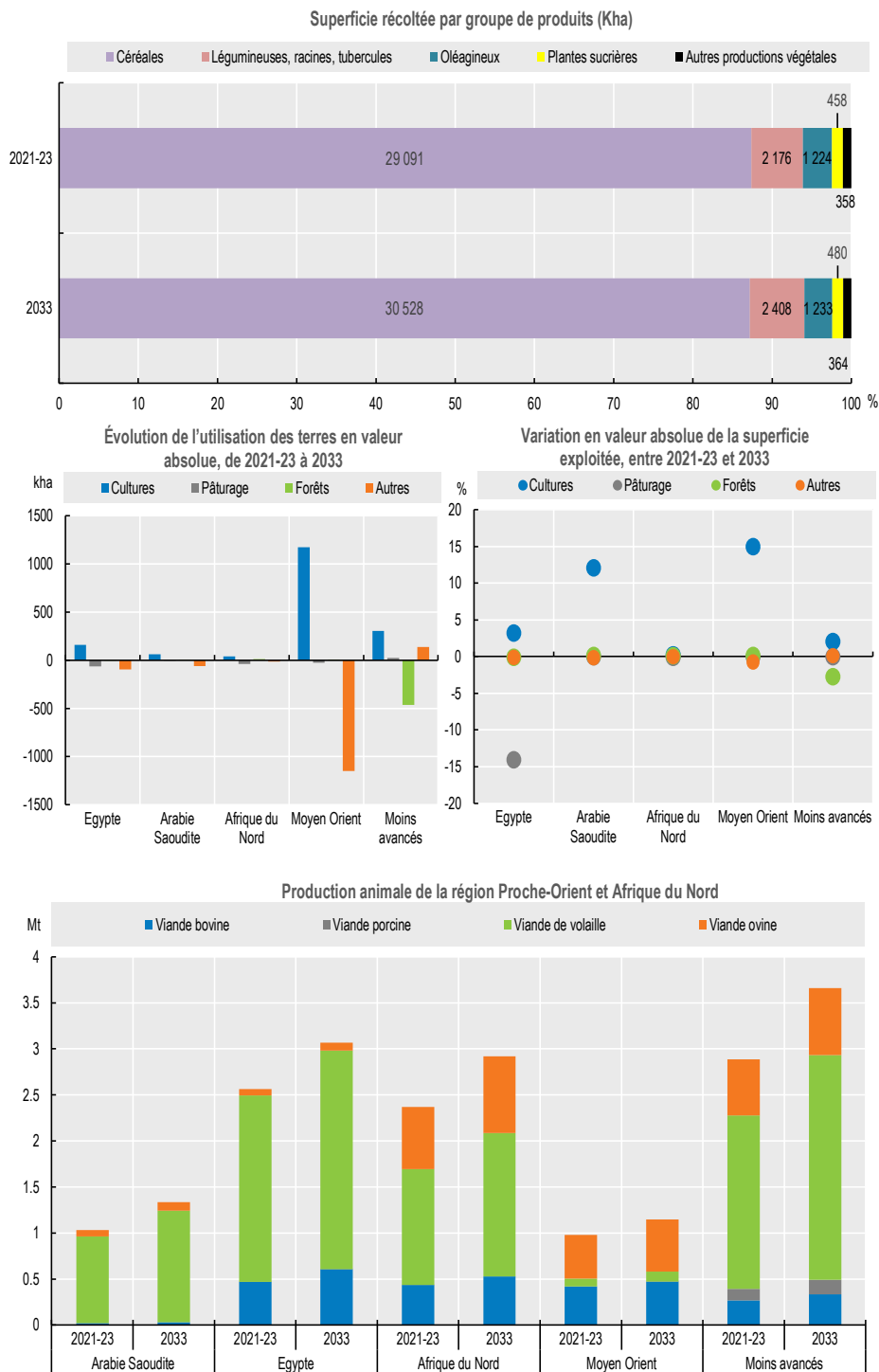


Note : Autres produits alimentaires d'origine animale incluent les œufs et le poisson.

Source : OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/lsxk6q>

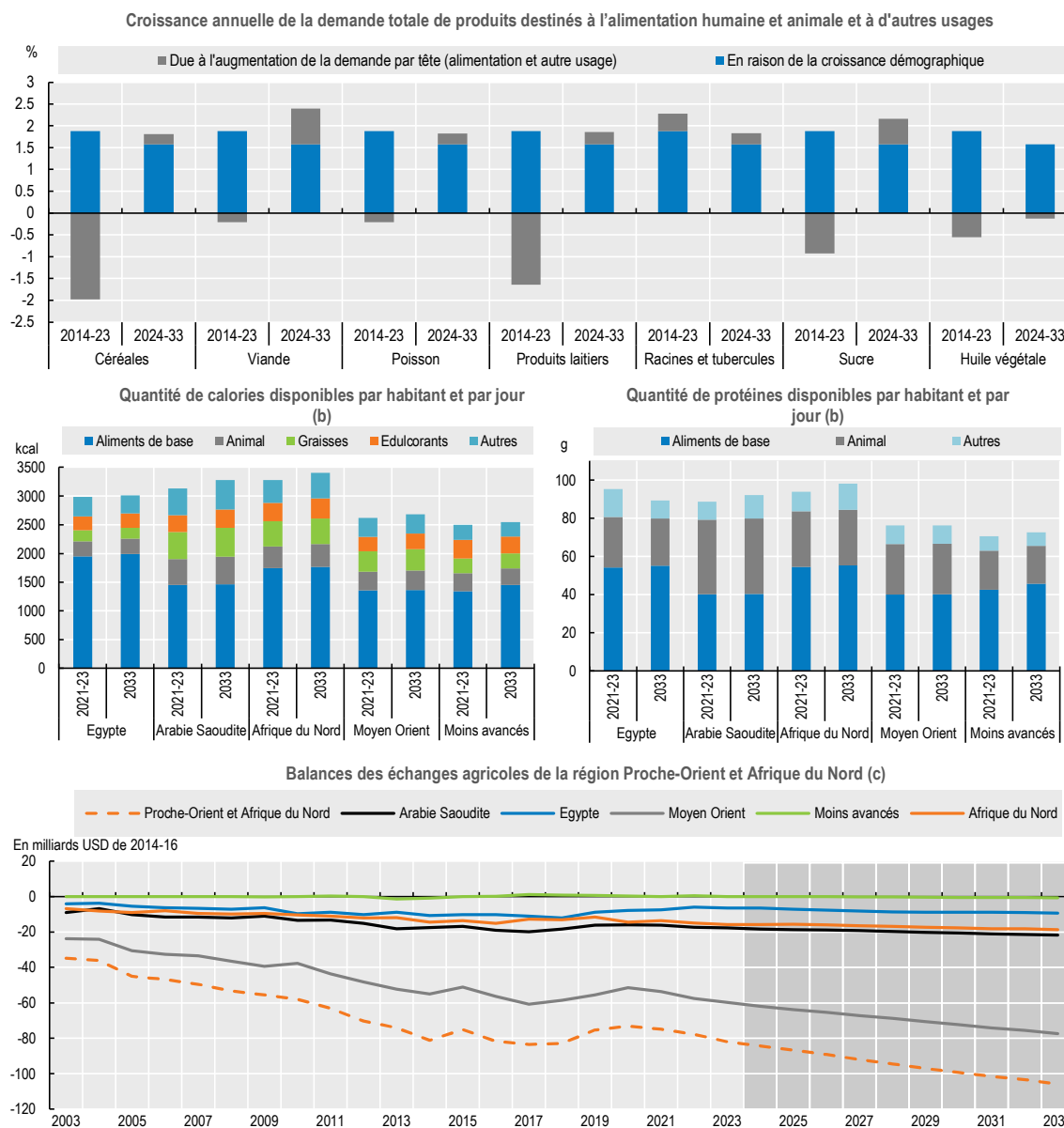
Graphique 4. Changement d'affectation des terres et production animale au Proche-Orient et en Afrique du Nord



Source : OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/vjgwpb>

Graphique 5. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; aliments d'origine animale : œufs, produits halieutiques et aquacoles, viande et produits laitiers hors beurre ; aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines et tubercules. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2024). FAOSTAT, Valeur de la production agricole (base de données), <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/471e80>

Tableau 1. Indicateurs régionaux : Proche-Orient et Afrique du Nord

	Moyenne		2033	%	Croissance ²	
	2011-13	2021-23 (base)			Variation entre la période de référence et 2033	2014-23
Hypothèses macroéconomiques						
Population (000)	366 685	445 474	531 326	19.27	1.88	1.58
PIB par habitant ¹ (kUSD)	6.33	6.41	7.39	15.24	-0.28	1.26
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	67.7	82.9	101.1	21.98	2.15	1.61
Valeur nette de la production végétale ³	25.0	26.3	32.8	24.69	1.01	0.95
Valeur nette de la production animale ³	31.7	39.5	49.8	26.04	2.07	2.30
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	10.9	17.1	18.5	8.39	4.42	1.03
Quantité produite (kt)						
Céréales	53 060	47 451	60 547	27.60	-1.29	1.19
Légumineuses	1 634	2 098	2 824	34.60	3.26	2.74
Racines et tubercules	2 998	4 113	5 038	22.50	3.12	1.66
Oléagineux ⁴	1 092	1 104	1 150	4.14	-0.26	0.20
Viande	6 990	8 803	10 800	22.68	2.50	2.54
Produits laitiers ⁵	3 454	3 385	4 002	18.23	0.02	1.67
Produits halieutiques et aquacoles	3 887	5 976	6 451	7.94	4.21	1.02
Sucre	3 148	3 302	4 482	35.72	-0.94	1.13
Huile végétale	1 519	2 145	2 486	15.88	4.78	0.92
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	0.00	0.00	0.00	-41.30	0.00	1.53
Éthanol	487	538	661	22.83	0.44	1.98
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	464 775	453 750	455 322	0.35	-0.04	0.01
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	44 231	42 369	44 048	3.96	-0.27	0.10
Superficie totale des pâturages ⁷	420 544	411 381	411 274	-0.03	-0.02	0.00
Émissions de GES (Mt éq. CO ₂)						
Total	182	184	198	7.62	-0.12	0.57
Imputables à la production végétale	26	25	28	9.21	0.57	0.10
Imputables à la production animale	156	158	170	7.38	-0.23	0.65
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	2 852	2 844	2 899	1.93	-0.12	0.31
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	81.6	83.7	83.8	0.08	0.2	0.3
Consommation alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	205.8	201.7	205.7	1.99	-0.24	0.15
Viande	17.5	17.1	18.2	6.02	-0.59	0.70
Produits laitiers ⁵	11.4	10.1	10.4	3.17	-1.17	0.25
Produits halieutiques et aquacoles	11.5	11.3	11.8	4.04	-0.63	0.44
Sucre	30.4	28.7	30.4	5.91	-0.97	0.45
Huile végétale	10.9	11.1	11.4	2.49	-0.74	0.25
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	-69	-78	-106	35.38		
Valeur des exportations ³	22	35	39	11.68	3.49	1.17
Valeur des importations ³	91	113	145	28.12	0.71	2.18
Taux d'autosuffisance alimentaire (calories) ¹⁰	42	38.6	39.0	1.04	-0.26	-0.37

Notes : 1. En USD constant de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir glossaire). 3. Valeurs calculées selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo. 5. En équivalent extrait sec. 6. La superficie tient compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Terres disponibles pour le pacage. 8. Quantité d'aliments disponibles, et non la quantité absorbée. 9. Céréales, oléagineux, légumineuses, racines et tubercules. 10. Production / (production + importations - exportations)*100.

Source : FAO (2024). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2024), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO. Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Notes

¹ Moyen-Orient : Arabie Saoudite et autres pays d'Asie occidentale. Les moins avancés : pays d'Afrique du Nord les moins avancés. Afrique du Nord : autres pays d'Afrique du Nord. Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif du regroupement régional des pays.

² Source : FAO (2023), Food Policy Monitoring in the Near East and North Africa Region, 4th Quarter 2023, bulletin, Le Caire (<https://www.fao.org/3/cc9189en/cc9189en.pdf>).